

des Canadiens, monsieur l'Orateur. Les porte-parole de l'opposition trouvent commode d'oublier que le Canada a traversé deux grandes crises au cours des 16 derniers mois et qu'il en est sorti chaque fois plus fort et plus sûr de lui.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. M. Trudeau:** Une de ces crises, qu'ont fait surgir les événements d'août dernier, a entraîné la réévaluation de toutes les monnaies importantes sauf celle du Canada. Elle a aussi donné lieu à des pressions considérables pour nous amener à demander des concessions commerciales.

La réaction du gouvernement à ces pressions, monsieur l'Orateur, a suscité le respect tant des Canadiens que de nos partenaires commerciaux. Nous avons déclaré que le commerce extérieur constitue la principale source de prospérité du Canada; que, en conséquence, nous ne renoncerons pas à cette prospérité pas plus que nous ne demanderons aux autres des avantages excessifs, une protection injuste ou des arrangements peu raisonnables.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. M. Trudeau:** Si le Canada compte parmi les principales nations commerciales, ce dont il est fier, c'est grâce à une politique d'avantages mutuels et d'une grande ouverture. Nos succès sont dus à des produits supérieurs, à une commercialisation dynamique et à notre honnêteté comme partenaire commercial. Ils ne résultent pas de l'emploi de pratiques déloyales par certains pays. Le gouvernement n'a pas l'intention de décourager les initiatives et les succès des hommes d'affaires canadiens pour prouver ses bons sentiments envers un pays quelconque.

Le dollar canadien s'établissait à un cours libre et juste le 15 août 1971. Il s'y maintenait parce que notre gouvernement avait eu le courage et la prévoyance en juin 1970 de prévoir de sérieuses perturbations monétaires et de prendre des moyens pour en atténuer les répercussions sur le Canada.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. M. Trudeau:** Le dollar se maintient aujourd'hui à la même valeur—la seule importante unité monétaire au monde qui n'ait pas été revalorisée—parce que le gouvernement a refusé de reculer lorsque la situation devint difficile. Il n'y a pas la moindre raison de croire que nous nous montrerons moins fermes pour défendre nos intérêts commerciaux au cours des prochaines semaines et des prochains mois.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. M. Trudeau:** La position commerciale du Canada vis-à-vis les États-Unis changera à l'avantage mutuel des deux pays lorsque se termineront les négociations entamées à cette fin. Elle ne sera pas modifiée parce que certains hommes politiques ou commentateurs canadiens sont tellement épris de langage dramatique qu'ils remplissent les premières pages des journaux de récits de catastrophes, de malheurs imminents et de tensions sans répit.

La crise des derniers mois a été bien réelle, monsieur l'Orateur, et les enjeux d'importance vitale pour notre prospérité. Mais, la situation exigeait une évaluation plus équilibrée et beaucoup plus de sang-froid que n'en ont montré bon nombre de députés de l'opposition qui ont semblé hypnotisés par les menaces non fondées et les cris d'angoisse provenant de sources non identifiées et souvent inconnues.

Ce ne sont ni les faveurs ni l'intransigeance qui sont à l'origine des bonnes relations entre pays. Le respect dont

[Le très hon. M. Trudeau.]

jouit le Canada et le gouvernement canadien à l'étranger repose sur notre réputation d'honnêteté et d'équité dans nos transactions et nos relations. Sous ces rapports, notre réputation est enviable et je n'ai pas l'intention de l'amoin-drir. Par ailleurs, je m'empresse d'ajouter qu'en dépit de trop nombreuses déclarations contraires, aucun gouvernement n'a demandé ou suggéré que le Canada consente à de fortes concessions sous la menace de graves représailles. En dépit des sornettes que nous débitent le NPD et d'autres formations politiques afin de se mettre en valeur, ce n'est pas ainsi que les États-Unis traitent avec le Canada.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. M. Trudeau:** En novembre dernier, le parti conservateur a demandé à la Chambre d'adopter une motion de défiance condamnant ce qu'il a qualifié de détérioration des relations entre le Canada et les États-Unis et critiquant la soi-disant absence de dialogue entre Ottawa et Washington. Le porte-parole du parti conservateur, le député de Hillsborough (M. Macquarrie), a consacré quelque temps à développer l'un de ses thèmes favoris, selon lequel il n'y aurait pas de liaisons téléphoniques entre la Maison Blanche et mes propres services, ni d'échanges de lettres entre le président des États-Unis et moi-même, et suivant lequel les chefs de gouvernement des deux pays auraient cessé «d'avoir sur les questions d'intérêt commun des échanges de vues francs et réguliers». Sottises!

Sans même tenir compte de l'absurdité de telles affirmations, j'aimerais bien savoir si ce député estime que le Canada aurait été exempté de la surtaxe de 10 p. 100 s'il s'était montré plus avenant envers les Américains. Pense-t-il vraiment que cette mesure globale nous aurait été épargnée, tout en s'appliquant à la Norvège ou à la Birmanie, au Togo, au Mexique ou aux autres pays? D'un sourire et d'un coup de téléphone payé d'avance, j'aurais pu éviter au Canada les conséquences de la surtaxe! Comme les relations avec l'étranger sont simples quand on n'est que critique, et non exécutant!

Je mets les conservateurs au défi, monsieur l'Orateur, d'exposer sincèrement et franchement aux Canadiens la position qu'ils adopteraient face aux États-Unis dans ces négociations difficiles. Seraient-ils allés à Washington l'oreille basse, comme ils disent eux-mêmes, et auraient-ils accepté une revalorisation forcée du dollar pour prouver leurs bons sentiments envers les États-Unis? Cela, nous avons refusé de le faire, et nous n'avons pas fait baisser le Canada dans l'estime des États-Unis pour autant. Les conservateurs auraient-ils cédé inconditionnellement des avantages commerciaux pour nous éviter des négociations difficiles? Nous ne l'avons pas fait, et nous n'avons pas l'intention de le faire maintenant. Que veulent les conservateurs, au juste? Qu'on vende le pays aux Américains, en gage d'amitié? Ou admirent-ils en secret la façon dont le gouvernement a mené ces négociations, et sont-ils trop mesquins pour le reconnaître publiquement?

Je puis assurer la Chambre, monsieur l'Orateur, que les relations entre les gouvernements américain et canadien à ce stade sont aussi amicales, chaleureuses et empreintes d'un respect mutuel qu'à toute autre époque de nos histoires. Si les partis de l'opposition n'en sont pas satisfaits, ou n'ont pas l'étoffe voulue pour négocier d'une façon vraiment serrée, qu'ils le disent, mais de grâce qu'on cesse d'insinuer que nous risquons de déplaire aux Américains. Le gouvernement américain défend les intérêts des États-Unis et de ses citoyens, nous faisons de même pour le Canada et le peuple canadien.